

croiraient pas leurs yeux s'ils voyaient soudainement des hippopotames, des éléphants, des rhinocéros, des serpents et des singes gigantesques, des lions et des tigres ou d'autres animaux de la jungle africaine, envahir notre pittoresque vallée du Saint-Laurent pour en chasser nos paisibles vaches à lait.

Les premiers colons du pays et leurs successeurs ont consacré leur vie à l'organisation de l'industrie laitière au Canada. Les premières vaches à lait furent transportées ici en 1606. Ce premier essai échoua, mais en 1636 on transporta d'autres troupeaux au pays, et à compter de cette date l'élevage des bestiaux y était définitivement lancé.

Au début, les troupeaux étaient si peu considérables qu'ils n'approvisionnaient de lait que leurs propriétaires. Cependant, à la suite de nouvelles importations et de l'élevage, cette industrie a pris une telle expansion qu'en 1946 il y avait presque 4 millions de vaches laitières au Canada, dont plus d'un million dans la province de Québec.

En 1946, les vaches laitières ont produit 16,937,028,000 livres de lait dont on s'est servi pour fabriquer 325,591,000 livres de beurre; 148,060,000 livres de fromage; 362,005,000 livres de lait concentré et 15,783,000 livres de crème glacée. On a consommé 4,547,637,000 livres de ce lait à l'état naturel sous forme de lait et de crème.

Sans tenir compte de la quantité consommée par les cultivateurs, la vente des laitages au pays et à l'étranger a rapporté, en espèces, la somme de \$285,604,000.

Nos pâturages riches et verdoyants, nos prés, nos vallées et nos prairies fertiles se prêtent naturellement à l'élevage des vaches laitières qui nous fournissent et du lait et de la viande. Chaque année on abat pour la boucherie des bestiaux qui sont remplacés par des bovins de meilleure qualité, ce qui améliore le cheptel. C'est une industrie qui pourrait progresser encore de beaucoup. L'élevage des bovins et la production du lait peuvent s'accroître au moins d'un tiers. Songeons qu'il serait possible de mettre en culture 15 millions d'acres de terre vierge et de reprendre 10,000 fermes abandonnées; il n'est donc pas exagéré de parler d'une augmentation du tiers. Ne peut-on concevoir que la mise en exploitation d'anciennes et de nouvelles fermes, l'amélioration du sol et du bétail, le recours aux nouvelles méthodes scientifiques de culture permettraient d'obtenir au pays un excédent de bestiaux et de laitages en vue de la consommation domestique ou de l'exportation?

Quand on songe à la mise de fonds que représentent le cheptel, les bâtiments et l'util-

lage de toutes sortes qu'exigent l'entretien des bovins et la production du lait, du beurre, du fromage, du lait évaporé ou condensé, on se rend compte que l'économie canadienne est intimement liée à l'industrie laitière et que toute mesure tendant à faciliter l'importation ou la fabrication de l'oléomargarine compromettrait sérieusement notre régime économique.

Représentant d'une circonscription rurale, je sais les sacrifices consentis par nos gens pour moderniser leur industrie laitière, améliorer la qualité de leurs troupeaux et établir des fabriques de beurre et de fromage bien outillées, dont plusieurs sont dirigées et exploitées par des coopératives. Toute tentative en vue de mettre sur le marché un produit artificiel compromettrait certes la stabilité de l'industrie laitière au pays, dans la province et, surtout, dans notre région.

Dans cette période de rétablissement consécutif à la guerre, les méthodes artificielles de production ne devraient pas remplacer les méthodes naturelles. Pendant la guerre, on a fait appel à des moyens artificiels pour satisfaire aux besoins des militaires et des civils des régions dévastées. On a fabriqué des aliments synthétiques pour parer à l'insuffisance des aliments naturels. Mais on a agi ainsi dans des circonstances extraordinaires, en vue d'approvisionner des gens dans le besoin et non ceux qui peuvent compter sur une production suffisante pour leur subsistance.

Dans notre province, la nature du sol, le climat, l'organisation agricole, aussi bien que la nécessité de répondre à la demande nationale et internationale, obligent nos cultivateurs à s'en tenir à l'industrie animale.

Supposons qu'on arrive à fabriquer une pilule synthétique qui remplacerait le pain? Qu'advierait-il du blé? Les producteurs fromentiers qui contribuent tant à notre commerce extérieur cesseraient-ils ou diminueraient-ils leur production? Cultiveraient-ils désormais la graine de coton, la fève soya, le maïs ou les cacahuètes au lieu du blé? Monsieur l'Orateur, je propose le renvoi à plus tard de la suite de la discussion.

(Texte)

M. HÉON: Monsieur l'Orateur, avant que vous proclamiez qu'il est neuf heures, pourrais-je poser une question à mon honorable ami? L'honorable député aurait-il l'obligeance de me dire à quelle source il a puisé les chiffres et les statistiques qu'il a donnés.

M. MARQUIS: Au département de l'Agriculture et dans l'annuaire du Bureau fédéral de la statistique du Canada.